

## Résumé de la mission GUYANE du 20 au 24 Août 2007-

La mission consistait plus particulièrement à évaluer et aider la mise en œuvre du Programme Sectoriel Fruits et Légumes.

Pour cela, afin de se faire une idée de la filière, et surtout pour pouvoir proposer des actions cohérentes et durables, il était important de rencontrer les principaux acteurs de cette filière. Sous le couvert de la D A F de Guyane, de nombreuses rencontres sur le terrain ont été organisées.

Tout d'abord, une première réunion à la D A F avec le Président de la commission Agricole du Conseil Régional, le Président de la Chambre d' Agriculture et le S A E sous la responsabilité de Madame Marie Bermond, afin de bien fixer les objectifs de la mission et mieux connaître l'agriculture Guyanaise avec ses handicaps mais aussi ses forces et ses paris pour développer une agriculture dans le secteur des Fruits et Légumes compétitive dynamique et en plein développement.

Une rencontre à la Chambre d'Agriculture avec le Directeur du SUAD le technicien F&L le responsable de la cellule Agro-alimentaire ainsi que du Président de la Chambre a permis de mieux évaluer les défis de l'Agriculture Guyanaise.

De nombreuses visites sur le terrain chez des adhérents de la coopérative Saveur d'Amazonie, mais aussi chez des non adhérents de Macouria à Javouhet, de Saint Laurent à Régina en passant par Cacao, du marché de Cayenne aux différents acteurs de la filière (grossistes, directeurs de super marché, cantine, transformateurs) mais aussi visite d'une association d'agriculteurs à Javouhet, du lycée agricole qui met en place une pépinière pour des plants de légumes, tous ces acteurs de la filière souhaitent voir se mettre en place une meilleure organisation.

Le premier constat que l'on peut faire est le manque de technicité des agriculteurs ainsi qu'un manque de présence du technicien de la Chambre d'Agriculture. (Territoire trop vaste pour une seule personne). Ce constat fait l'unanimité. Ce manque de technicité, de spécialisation, pénalise le développement et le suivi des cultures.

Le deuxième constat, c'est le manque de sérieux de la plupart des agriculteurs. Aucune prévision de récolte, non respect du calendrier de livraison, ni des tonnages, aussi bien avec leur coopérative qui est leur outil de travail qu'avec les acteurs privés de la filière.

Un engagement ferme, même si ce n'était pas sur la totalité de leur production, permettrait au commercial de respecter ses engagements et de garder la confiance de ses clients. Même constat chez les transformateurs qui déplorent le manque de sérieux dans leur approvisionnement avec toutes les conséquences que cela entraîne.

Aucun élément sur la formation des prix. Les agriculteurs ne connaissent pas le coût de production de leurs cultures. Une étude sur les coûts de productions est nécessaire afin d'établir et d'avoir la connaissance du coût de la culture pour établir un prix minimum qui servirait à la fixation des prix aussi bien pour les marchés que pour passer des contrats avec les transformateurs.

Deux pôles d'Excellence Rurale sont en train de voir le jour. Un à l'Est l'autre à l'Ouest. Ces deux pôles pourraient s'appuyer sur le lycée Agricole d'une part et sur la maison Familiale Rurale d'autre part. L'intérêt de ces deux pôles consisterait à assurer un développement à travers des parcelles de démonstrations.

La rencontre avec Monsieur LOE MIE Président de la commission Agricole du Conseil Régional a permis d'esquisser des pistes afin d'aider les structures qui manquent de trésorerie(en attendant le versement de leurs subventions). La Région serait prête à s'engager auprès des agriculteurs qui joueraient la carte de l'organisation. La promotion à travers Guyane Agro Promo pour faire connaître les Produits Pays serait une piste à creuser à condition que leur mission soit moins restrictive.

Une réflexion auprès des banques serait nécessaire pour mettre en place un crédit Capital Risque pour les entreprises dynamiques avec l'AGROLEC. (Agence pour la création et le développement des entreprises). Nous avons aussi évoqué le problème des marchés, de la fixation des prix, et de la transformation des F&L.

Afin de pallier au manque de trésorerie des agriculteurs organisés, (Saveur d'Amazonie, Association de producteurs) et en attendant que leur soit versé leurs subventions, un Fond Révolving alimenté par la Région et le CNES pourrait être mis en place.

Afin de suivre au plus près le Programme Sectoriel, on pourrait imaginer un Comité de Pilotage qui regrouperait : le Conseil Régional, le Syndicalisme, la Chambre d'Agriculture, la Protection des Végétaux, le Cirad, le Cnes, avec la DAF qui assurerait le secrétariat.

Un comité technique, qui en plus des membres du comité de pilotage, pourrait accueillir le lycée agricole, les maisons familiales, les deux pôles d'excellence rurale la coopérative et les associations de producteurs quand elles seront créées. Un expert avec un responsable du SEA de la DAF feraient une évaluation d'une façon régulière de l'avancement des travaux.

Yves BONFILS

On pourrait faire le schéma suivant :

SHEMA D'ORGANISATION

## Schéma d'organisation

